

Compte rendu du conseil de perfectionnement

LICENCE DE DROIT

Faculté de droit Julie-Victoire Daubié

PERIMETRE couvert par le conseil (L1, L2, L3) parcours droit privé / droit public

[Le mardi 22 avril 2025 à 9h00](#)

CR rédigé par [le 22 avril 2025](#)

Le conseil de perfectionnement réunit 8 membres, dont 4 étudiants, 3 enseignants et un personnel administratif.

Etudiant.e. s présent.e.s :

Remi d'AVIAU : étudiant en L1 Droit-Science-Po (BIDI) (présent une partie du conseil).

Zoe JAILLOT : étudiante en L1 Droit-Science-Po (BIDI)

Tedryck LAVIOLETTE-SINIVASSIN, étudiant en L3 droit privé

Pauline PENVEN : étudiant en L3 droit privé

Enseignant.e. s :

Victoria FOURMENT, Maître de conférences en droit privé

Jeanne MESMIN, Maître de conférences en droit public

Cathie-Sophie PINAT, maître de conférence en droit privé et sciences criminelles, responsable de la L3 de droit public et de la L3 de droit privé, vice-doyenne aux licences.

BIATS :

Nicolas HODGES, responsable administratif de la L3.

[Préparation du conseil](#)

Le conseil de perfectionnement a été préparé afin que la discussion ne porte que sur des éléments objectifs d'appréciation de la formation, les points à discuter ont été présentés en amont à savoir :

- *Qualité de l'accompagnement méthodologique*
- *Qualité des enseignements disciplinaires*
- *L'offre de réorientation est-elle pertinente ?*
- *Les formations sélectives sont-elles appréciées ?*
- *Les modalités d'évaluation sont-elles satisfaisantes ?*

1. Qualité de l'accompagnement méthodologique

a. Méthodologie des exercices juridiques (S1)

- **Défaut d'harmonie dans les attentes** - Les étudiants de L1 et de L3 soulignent le défaut d'harmonie dans les attentes méthodologiques entre les chargés de TD et entre ce qui est enseigné dans le cours de méthodologie et les attentes dans les cours disciplinaires. Un effort doit être pensé en lien avec les équipes pédagogiques.
- **Une temporalité à améliorer** - L'accompagnement méthodologique au S1 devrait être proposé de manière anticipée pour permettre aux étudiants d'être prêts pour les cours disciplinaires. Une semaine intensive/d'intégration pourrait être l'occasion idéale pour recevoir cet enseignement.
- **Un public à élargir** - L'accompagnement méthodologique en droit devrait être ouvert, en auditeur libre, aux étudiants qui ont choisi une autre majeure (science-po, HAA etc.) au premier semestre. Nicolas Hodges souligne la difficulté sur le plan administratif de les inscrire en qualité d'auditeur libre, mais ils peuvent avoir accès à Moodle.
- **Un tutorat pas assez connu** - Le tutorat, qui offre un soutien méthodologique, est très positif, mais n'est pas suffisamment connu selon M. d'AVIAU et Mme JAILLOT. La communication doit être revue et plus en phase avec les usages des étudiants (QR codes, et réseaux sociaux etc.).
- **Une méthodologie à penser en deux temps** - Jeanne Mesmin souligne que la méthodologie devrait aussi être pensée en deux temps : un premier temps pour découvrir et se familiariser avec les exercices méthodologiques universitaires et un second temps pour la méthodologie des exercices proposés en concours (usages des barèmes pour l'ENM, Précapa, IRA etc.). Elle souligne également les difficultés des étudiants à s'exprimer par écrit correctement, ce qui est une étape indispensable pour rendre des écrits de qualité.

2. Méthodologie de la recherche juridique

Former à la recherche plus tôt - Une méthodologie de la recherche en droit mérite d'être enseignée très tôt. Pour l'instant, dans le cours des TIC, les étudiants survolent le site de la BIU mais aimeraient disposer très tôt d'une formation exclusivement dédiée à la maîtrise des outils juridiques.

3. Qualité des enseignements disciplinaires

a. Sur la maquette de droit public et de droit privé

Replacer le droit des contrats spéciaux au S5 - Mme PENVEN et M. LAVIOLETTE-SINIVASSIN demandent avec vigueur à ce que le cours de droit des contrats spéciaux intervienne au S5 et non au S6 car la note à cette matière leur est demandée en février/mars par les directeurs de master. À la question de savoir avec quelle matière le droit des contrats spéciaux pourrait être remplacée posée par Mme Pinat, les étudiants pensent que le droit des obligations 3 pourrait basculer au S6.

Préparer au cours de droit fiscal – M. LAVIOLETTE-SINIVASSIN signale que le cours de finances publiques est optionnel en deuxième année alors qu'il est un prérequis indispensable pour réussir le cours de droit fiscal obligatoire en troisième année. Il devrait peut-être devenir obligatoire pour éviter une rupture d'égalité entre les étudiants. Sur les emplois du temps, au S6 les étudiants ont beaucoup trop de cours dispensés le lundi ce qui peut faire baisser le nombre de participants aux cours du soir. Des évolutions sont à prévoir l'an prochain, mais les contraintes administratives et liées aux disponibilités des enseignants ne permettent pas un bouleversement des pratiques.

Repenser les cours optionnels du S6 en droit privé – M. LAVIOLETTE-SINIVASSIN et Mme PENVEN regrettent que la maquette soit si marquée droit de l'art, droit de la propriété intellectuelle au S6 de la licence de droit privé car ces matières n'entrent pas en cohérence avec le projet professionnel de la plupart des étudiants ;

Conserver les cours « introduction à » du S5 en droit privé - Les cours d'introductions à au semestre 5 sont très appréciés comme aide à l'orientation et méritent d'être conservés.

Une entrée dans la spécialisation appréciée – les étudiants de troisième année apprécient la progressivité dans l'entrée en spécialisation du point de vue du choix entre privé et public qui intervient entre le S4 et le S5 et du point de vue des exercices qui deviennent de plus en plus pratiques.

Les EO, le cours de criminologie – un enseignement de criminologie proposé par la composante n'est pas accessible à tous les étudiants pénalistes de notre faculté ce qui est regretté. Une discussion autour des évolutions attendues lors de la prochaine accréditation aboutit à la nécessité, si le système des EO est abandonné, de conserver ce cours, alors porté exclusivement par la composante.

Proposer un UE préparation aux concours de plaidoirie – M. LAVIOLETTE-SINIVASSIN propose, dans la perspective d'améliorer les aptitudes à l'oral des étudiants de licence, de créer une UE sélective de préparation au concours de plaidoirie de l'université ou porté par la composante.

Valoriser davantage les participations à des conférences – Ce même étudiant signale que les étudiants ne sont pas assez incités à participer à des conférences de la faculté. Mme Pinat signale que c'est toujours délicat d'autoriser ou d'excuser des absences en TD car si des examens sont proposés, l'organisation du contrôle continu s'en trouve affectée. Elle aimerait toutefois trouver un moyen, via le cours de méthodologie de la recherche, d'impliquer davantage les étudiants, dans les projets scientifiques de la faculté.

b. Sur les formations sélectives

Pour la licence bidi droit/Science-po :

Repenser la maquette côté science-po - Mme JAILLOT regrette le choix des matières côté science politique car ils font souvent doublons (par ex : vie politique locale, institutions nationales et locales etc.), en moins approfondis, avec les cours de droit (institutions internationales et européennes, etc.). D'autres matières pourraient être plus intéressantes par exemple la vie politique française après 1945 (suite d'un cours qu'ils doivent suivre au S1).

Pour la licence bidi droit /HAA – Mme MESMIN souhaiterait que les références à l'archéologie soient supprimées que ce soit dans l'appellation du diplôme ou dans le choix des matières proposées côté HAA.

4. La pertinence de l'offre de réorientation

La manque de lisibilité parcours-sup : parcours-sup manque de lisibilité pour les étudiants qui pensent suivre tout le long de leur licence une licence de droit tournée vers les mineures (HAA, science po, SEG etc.) et non devoir abandonner dès l'issue du S1 la mineure. De la même façon, les modalités d'intégration d'une formation sélective ne sont pas exposées clairement. Les réunions de rentrée doivent être l'occasion d'insister sur le fonctionnement particulier de la première année.

Les vertus du système majeure/mineure en L1 : Le fait de pouvoir faire évoluer son orientation au cours de la première est très appréciée. De nombreux étudiants à majeure science-po rejoignent à ce titre la faculté de droit. D'une manière générale, certaines

vocations se déclarent à l'occasion du premier semestre ce qui n'était pas possible avant la mise en place de ce système. Sur le principe, cette possibilité est très appréciée.

Les limites du système Majeure/mineure en L1 : Sur le fonctionnement, les étudiants et les enseignants présents regrettent le manque d'éléments objectifs permettant de faire le départ entre les étudiants pour les sélectionner dans la formation de bascule ou sélective souhaitée. M. Hodges signale que dans le cadre de la volonté de simplification de l'offre, le système de majeure / mineure risque d'être abandonné. A la suite d'une discussion, un consensus se fait sur la nécessité de conserver une passerelle plus simple que E-candidat pour permettre aux étudiants de science-po de basculer en droit et inversement.

5. La qualité des formations sélectives

Il est rappelé pour les formations sélectives par les étudiants ces pistes d'amélioration :

- Une meilleure présentation sur parcours-Sup (cf. point 4). En particulier, concernant la BIDI droit science-po, il devrait être précisé que les cours de science-po proposés par ASSP n'ont pas de visée internationale et sont très tournés vers la sociologie.
- Améliorer la maquette des enseignements côté science po et HAA (cf. point 3).
- Les étudiants de ces formations sélectives aimeraient pouvoir disposer de plus de souplesse dans le choix de certaines matières dont ils sont actuellement privés dans le cadre de ces formations entièrement fléchées.

6. La pertinence des modalités d'évaluation

L'urgence de s'adapter à l'IA – Les étudiants comme les enseignants estiment unanimement que les modes d'évaluation doivent évoluer rapidement. L'idée principale consiste à développer l'oralité dans les épreuves de contrôle continu (abandonner les devoirs maisons pour des travaux collectifs à restitution orale) et les épreuves finales. Il est par ailleurs signalé par Mme MESMIN que les modes d'évaluation ne correspondent pas à la pratique. Les étudiants devraient avoir à disposition tous les documents qu'ils souhaitent, y compris l'IA pour rendre des travaux plus complexes (études de cas, dossiers anonymisés) qui supposent d'aller bien au-delà de l'IA.

L'idée de supprimer les ordinateurs en TD est mise en avant, une pratique expérimentale d'un collègue, M. MORON PUECH, devrait permettre de savoir si les étudiants privés d'ordinateur développent davantage de compétences à l'issue de leurs TD.

7. Les observations libres

La création d'un master de droit pénal – Parmi les étudiants de L3 droit privé, une centaine d'étudiants se destinent à une carrière en droit pénal et aucun master proposé par la faculté ne leur permet de rester dans notre faculté.

Conclusions

Après discussion le conseil estime que :

– Les points forts de la formation sont :

- La bascule S1/S2 en L1 (en particulier les mouvements avec science po)
- L'entrée en spécialisation (public /privé) au S5
- Les « *cours introduction à* » au S5
- Le rapport à la pratique dans les exercices proposés
- Une maquette d'enseignement presque complète.

– Les points faibles de la formation sont :

- Revoir certains contenus dans les formations sélectives
- Revoir le contenu du S6 en L3 droit privé afin d'offrir plus de choix de spécialités
- Revoir l'ordonnancement de certains cours (droit des contrats spéciaux au S5, méthodologies à envisager au S1 et de manière anticipée, etc.)
- Revoir les modalités d'évaluation : des exercices plus proches de la pratique (oraux, dossiers anonymisés, examens avec tous documents autorisés) et rendant moins utile l'utilisation de l'IA.
- Pérenniser le cours de criminologie au sein de la composante.

Autres conclusions et évolutions souhaitées : Proposition de création d'UE de préparation aux concours de plaidoiries, Création d'un master de droit pénal porté par la composante.

À Lyon, le 22 avril 2025.

CSPinat